

# EVALUATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE PENDANT LA PERIODE SOUDURE 2010

## Mauritanie

Nouakchott, le 25/04/2010

### A. INTRODUCTION

Le CSA/PAM/FAO/UNICEF/FEWSNET/CNLA se sont réunis à 3 reprises pour échanger sur l'évolution de la sécurité alimentaire durant la période soudure à venir (avril-septembre). Ces rencontres et l'édition d'un rapport d'analyse ont été recommandés par les participants du *Forum des Urgences* lors de la rencontre en date du 31/03/10. La rédaction du rapport d'analyse a été confiée au PAM. Nous avons défini des hypothèses de travail sur l'évolution de la situation alimentaire des populations durant la période de soudure 2010. Cet exercice pourra servir d'indicateur sur les besoins à venir.

Le groupe de travail a récolté une série d'informations sur les productions 2009/2010 ainsi que sur les niveaux prévisionnels des importations 2010. Toutefois, le groupe constitué a jugé inopportun de dégager une analyse quantitative sur cette base pour les raisons suivantes : (i) les données des productions agricoles sont toujours en train d'être collectées (ii) par souci de transparence, les données finales des productions devraient être partagées pour une post-analyse avec un panel de partenaires en dehors du groupe constitué (iii) les données des productions ne sont pas ventilées par commune/moughata mais seulement par région ce qui empêche une analyse critique (iv) les quantités prévisionnelles des importations ne renseignent pas les marchés destinataires/flux transfrontaliers (une grande partie des quantités sont destinées notamment au Mali mais la proportion est inconnue). Tenant compte de ces dernières remarques, il est donc très hasardeux de faire un bilan alimentaire quantitatif.

Les participants ont jugé primordial de rendre effectif des groupes de travail multisectoriels - tant au niveau national que régional - en vue de produire des analyses régulières sur la sécurité alimentaire (Système d'Alerte Précoce)

### B. ANALYSE DU CONTEXTE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN MAURITANIE

La Mauritanie est un grand pays aux voies de communication difficiles. Les populations rurales ont de grandes difficultés à accéder aux services de base, ce qui a un impact négatif sur l'économie et le bien être des ménages, en particulier des couches les plus vulnérables. Par ailleurs, la Mauritanie reste, au Sahel, le pays le plus affecté par la sécheresse et la désertification. Les cycles répétés de sécheresse et la dégradation des ressources naturelles affectent structurellement et profondément les capacités productives des populations dans un pays où l'agriculture reste majoritairement archaïque et peu rentable. La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales est très liée aux conditions pluviométriques aléatoires et des fluctuations des prix des produits de base sur les marchés mondiaux. Ces marchés mondiaux de produits alimentaires sont caractérisés par une volatilité importante des prix et de futures hausses importantes sont probables. La Mauritanie est extrêmement sensible à ces chocs compte-tenu de son niveau de dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, représentant 75% de ses besoins de consommation.

Depuis la grande sécheresse de 1973, de nombreux facteurs structurels et conjoncturels impactent l'insécurité alimentaire des populations les plus vulnérables, parmi lesquels on peut citer :

- Les catastrophes naturelles : sécheresses (2002 et 2006), inondations (2006 et 2007) et invasion acridienne en (2004). Les attaques de la sésamie, des cantharides et des oiseaux granivores sur les cultures causent aussi d'importantes pertes de production.
- Le potentiel agricole très faiblement exploité (1% selon le MDR), la dégradation des terres et le manque d'investissement dans les politiques agricoles.
- La fuite des bras valides : la destruction des systèmes de production ruraux et les sécheresses récurrentes ont déclenché un phénomène d'urbanisation de grande ampleur. Cet exode a provoqué une baisse de la main d'œuvre rurale alors que les techniques agricoles sont restées très traditionnelles (taux urbanisation en 2008 : 51.2%)

Cette année, selon les prévisions actuelles du MDR, le pays aurait connu une baisse de production céréalière nette de l'ordre de 14% par rapport à l'année 2009.

La dernière enquête conjointe PAM-CSA sur la sécurité alimentaire (SSAM/FSMS) a estimé que 370,000 personnes sont en insécurité alimentaire en période de post-récolte (période jugée favorable sur le plan alimentaire et nutritionnel). Parmi eux, 144.000 en insécurité alimentaire sévère et 226.000 en insécurité alimentaire modérée. Les taux d'insécurité alimentaire (11,5%) et de malnutrition (6,6%) observés en cette période, pourraient augmenter considérablement au cours des prochains mois à la faveur de l'installation de la période de soudure pendant laquelle les problèmes alimentaires et nutritionnels sont les plus exacerbés.

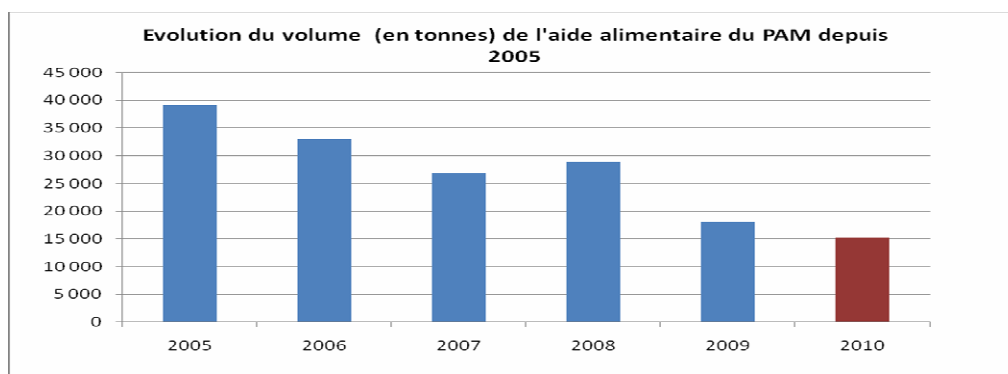
Les sécheresses successives depuis les années 70, les hausses des prix de produits de base enregistrées depuis 2008 et les inondations répétitives (plus localisées) ont contribué négativement au surendettement des ménages ruraux, à la décapitalisation des moyens de production ainsi qu'à la désarticulation des économies familiales rendant difficile le processus de recapitalisation.

## C. FACTEURS DE RISQUES

### Hausse généralisée des prix

La tendance actuelle des prix des denrées alimentaires importées est à la hausse dans la Capitale et pourrait s'étendre à l'intérieur du pays. Ainsi, rien ne laisse présager en Mauritanie une pause inflationniste des prix des denrées alimentaires, pour plusieurs raisons :

- Des crises alimentaires dans les pays du Sahel (notamment au Tchad, au Niger et au Mali) pourraient affecter le marché Mauritanien avec une perturbation des flux transfrontaliers dus à l'arrêt des exportations des pays voisins (Sénégal, Mali) ou des inflations galopantes de prix du fait de la rareté de l'offre.
- Une perturbation des flux frontaliers qui assurent en grande partie l'approvisionnement des marchés mauritaniens en céréales (mil, sorgho, maïs et riz). Aujourd'hui déjà, le Sénégal a demandé la fermeture de ses frontières vers la Mauritanie, empêchant toute vente de riz.
- Une insuffisance des capacités d'importation de la SONIMEX.
- Une forte spéculation des principaux importateurs privés (et un risque de manque de disponibilité financière de ces importateurs)
- Un risque que l'Etat ne soit plus à mesure de soutenir sa politique actuelle de détaxation des produits alimentaires de base et de subvention des services de base (eau, électricité, gaz, carburant) – car créant des déficits budgétaires.
- Une faible disponibilité des stocks d'intervention d'urgence du gouvernement y compris les récentes annonces de financement de l'Union Européenne de l'Italie et du Japon (En effet les fonds de l'UE sont destinés au programme de sécurité alimentaire en dehors de l'aide alimentaire, les fonds italiens à des infrastructures agricoles et sociales et les fonds japonais ne seront disponibles qu'en fin octobre, donc après la période critique)
- Une chute du niveau des aides alimentaires en 2010 et en particulier du PAM (représentant généralement 90% des aides alimentaires) : le niveau des ressources devrait chuter de la moitié par rapport à la moyenne des 5 dernières années, soit moins de 15.000 tonnes toutes activités confondues en 2010 (dont mois de 9000mt durant la période de soudure)



Prévisions en 2010

CCLS : le risque majeur pour la sécurité alimentaire des ménages en RIM semble la hausse généralisée des prix des denrées de base (surtout un problème d'accessibilité des ménages les plus pauvres/vulnérables)

### Autres causes aggravantes

Par ailleurs, même si la sécheresse reste le principal fléau naturel, il n'en demeure pas moins que les inondations - généralement localisées - deviennent récurrentes ces dernières années et pourraient faire basculer dans l'insécurité alimentaire une large frange des populations. C'était le cas en 1999 où les inondations avaient causé des dégâts importants (destruction des habitations, infrastructures agricoles, etc.) et la submersion de la plupart des périmètres irrigués rizicoles de Boghé, Bababé, M'Bagne et Rosso. De même, en 2006, 2007 et 2009, des fortes pluies ont provoqué des inondations localisées dans les Wilayas les plus exposées. En août 2007, la ville de Tintane a subi des forts dégâts auxquels le Gouvernement et la communauté internationale ont eu à faire face.

Le territoire mauritanien constitue un habitat permanent pour la reproduction des criquets pèlerins et une plaque tournante de passage de ce fléau vers les pays du Maghreb et du Sahel. En 2004, le pays a subi une importante invasion acridienne qui a affecté la production agro-pastorale mettant à risque la sécurité alimentaire des populations et depuis un dispositif de veille, de surveillance et de lutte préventive a été mis en place.

Du point de vue des risques épidémiologiques, la Mauritanie s'insère dans le cadre des pays du Sahel. La méningite, le paludisme, le choléra et les fièvres hémorragiques et aussi la grippe aviaire, constituent les principaux risques pour la population.

## D. BESOINS ALIMENTAIRES ET SCENARII

Sur la base de ces différents éléments et en tenant compte des données dégagées par le FSMS de février 2010 (370.000 personnes (\*) dont 143.000 en situation d'insécurité alimentaire sévère), période pourtant post-récolte donc favorable, 3 scénarii ont été élaborés pour les mois de soudure Mai/Septembre 2010 :

| Scénarii            | Eléments d'alerte   | Nombre de personnes affectées  |
|---------------------|---|--|
| Scénario optimiste  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Faible dégradation et graduelle de la situation alimentaire et nutritionnelle pendant la période de soudure dans les zones identifiées du FSMS Avril10</li> <li>Des cas d'inondations avec peu de dégâts matériels et sans dégâts humains</li> <li>Légère détérioration pendant la période de soudure des conditions nutritionnelles, avec un taux de malnutrition aiguë global de 10,6% (*)</li> </ul>  | <p><b>400.000</b> personnes en insécurité alimentaire, dont 150.000 en sévère</p> <p><b>25.000</b> personnes affectées par les inondations</p> <p><b>50.000</b> enfants affectés par la malnutrition</p> |
| Scénario probable   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Dégradation dans les régions du sud, sud-est et du centre avec des poches dans le nord et dans les zones périurbaines à la suite de crises d'accessibilité et de disponibilité</li> <li>Des cas d'inondations dans les zones de la vallée du fleuve à haut risque suite aux fortes précipitations</li> <li>Détérioration pendant la période de soudure des conditions nutritionnelles, avec un taux de malnutrition aiguë global de 12,6% (*)</li> </ul>   | <p><b>500.000</b> personnes en insécurité alimentaire, dont 200.000 en sévère</p> <p><b>40.000</b> personnes affectées par les inondations</p> <p><b>55.000</b> enfants affectés par la malnutrition</p> |
| Scénario pessimiste | <ul style="list-style-type: none"> <li>Crise alimentaire en milieu rural, occasionnant une dégradation substantielle des conditions de vie, la zone urbaine est affectée (exodes extraordinaires des populations en particulier des rapatriés en cours de réinstallation socio-économique)</li> <li>Des inondations majeures suite à de fortes précipitations et à des grands débordements du fleuve Sénégal avec des dégâts importants (perte d'habitations et déplacements de populations)</li> <li>Forte détérioration pendant la période de soudure des conditions nutritionnelles, avec un taux de malnutrition aiguë global de 14,6% (*)</li> </ul> | <p><b>700.000</b> personnes en insécurité alimentaire, dont 250.000 en sévère</p> <p><b>60.000</b> personnes affectées par les inondations</p> <p><b>60.000</b> enfants affectés par la malnutrition</p> |

(\*) Augmentation des taux de respectivement 4, 6 ou 8 points suivant dernière étude SMART-Unicef

Dans l'immédiat, pour renforcer les capacités d'accès des ménages les plus vulnérables aux produits de base pendant la soudure, les opérations d'aide alimentaire suivantes sont recommandées :

- Une distribution gratuite ciblée dans les zones et pour les populations les plus vulnérables (mai 2010) ;
- Un réapprovisionnement des stocks alimentaires de sécurité villageoise (SAVS) dans les zones les plus vulnérables (mai-juin 2010) ;
- La mise en œuvre d'activités de Vivres Contre Travail dans les zones les plus vulnérables pour éviter la dépendance des distributions gratuites et pour encourager les populations à investir pour la campagne agricole prochaine (mai-septembre 2010) ;
- Et un renforcement du programme d'intervention nutritionnelle -CRENAM- (mai-août 2010)

En parallèle aux actions d'aide alimentaire (approche globale de la sécurité alimentaire), d'autres actions doivent être mises en place (à définir par les institutions spécialisées) : cash transfer, aliments bétail, intrants agricoles, AGR, ...

*Remarque (\*) : à la lumière du dernier FSMS, les populations les plus vulnérables sont issues de ménages peu ou pas alphabétisés ; dont une femme est chef de ménage (veuve ou divorcée) ; avec une forte présence de personnes âgées et d'enfants à charge (inactifs). Au niveau du monde rural, les petits agriculteurs (peu de surfaces agricoles et ne possédant pas de bovins) sont les plus touchés.*

### Besoins en assistance alimentaire (tonnes)

| Scénarii            | Activités                   | Jours   | Bénéficiaires | Besoins (mt)     | CSA           | PAM          | Gap          |
|---------------------|-----------------------------|---------|---------------|------------------|---------------|--------------|--------------|
| Scénario optimiste  | DGC                         | 90      | 150 000       | 7 628            | 6 500         | 530          | 598          |
|                     | DGC-Inondation (*)          | 60      | 25 000        | 848              | 0             | 450          | 398          |
|                     | DGC 2007-Rosso/Tintane (**) | forfait | 44 000        |                  | 1 735         | 0            | -1 735       |
|                     | CRENAM/CAC (***)            | 90      | 50 000        | 1 328            | 90            | 810          | 518          |
|                     | SAVS                        | 90      | 200 000       | 7 200            | 0             | 1 000        | 6 200        |
|                     | VCT                         | 90      | 200 000       | 10 170           | 0             | 6 000        | 4 170        |
|                     | TOTAL                       |         |               | <b>669 000</b>   | <b>27 173</b> | <b>6 500</b> | <b>8 790</b> |
| Scénario probable   | DGC                         | 90      | 200 000       | 10 170           | 6 500         | 530          | 3 140        |
|                     | DGC-Inondation (*)          | 60      | 40 000        | 1 356            | 0             | 450          | 906          |
|                     | DGC 2007-Rosso/Tintane (**) | forfait | 44 000        |                  | 1 735         | 0            | -1 735       |
|                     | CRENAM/CAC (***)            | 90      | 55 000        | 1 460            | 90            | 810          | 650          |
|                     | SAVS                        | 90      | 300 000       | 10 800           | 0             | 1 000        | 9 800        |
|                     | VCT                         | 90      | 200 000       | 10 170           | 0             | 6 000        | 4 170        |
|                     | TOTAL                       |         |               | <b>839 000</b>   | <b>33 956</b> | <b>8 325</b> | <b>8 790</b> |
| Scénario pessimiste | DGC                         | 90      | 250 000       | 12 713           | 6 500         | 530          | 5 683        |
|                     | DGC-Inondation (*)          | 60      | 60 000        | 2 034            | 0             | 950          | 1 084        |
|                     | DGC 2007-Rosso/Tintane (**) | forfait | 44 000        |                  | 1 735         | 0            | -1 735       |
|                     | CRENAM/CAC (***)            | 90      | 60 000        | 1 593            | 90            | 810          | 810          |
|                     | SAVS                        | 90      | 450 000       | 16 200           | 0             | 1 000        | 15 200       |
|                     | VCT                         | 90      | 200 000       | 10 170           | 0             | 6 000        | 4 170        |
|                     | TOTAL                       |         |               | <b>1 064 000</b> | <b>42 710</b> | <b>8 325</b> | <b>9 290</b> |

(\*) en cas de graves inondations, le PAM pourra mobiliser 500 tonnes supplémentaires

(\*\*) dotation alimentaire de la BAD suite inondations 2007

(\*\*\*) les interventions nutritionnelles du CSA se situent dans les zones nord du pays

**Glossaire :** VCT (vivres contre travail), DGC (Distributions Gratuites Ciblées), CRENAM (Centre de Récupération Nutritionnel Ambulatoire pour Modérés), CAC (Centre Alimentaire Communautaire), SAVS (Stocks Alimentaires Villeageois de Sécurité)

### Rapporteurs

Papa Moussa Ndoye  
Responsable VAM / PAM-RIM

Olivier Flament  
Chef Programme / PAM-RIM